



SYNDICAT NATIONAL UNIFIÉ DES IMPÔTS

80/82 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16
E-mail : snui@snui.fr <http://www.snui.fr>

Communiqué de presse

Paris, le 20 Septembre 2007

Quel avenir pour la fonction publique ?

Les déclarations du Président de la République mériteraient assurément un long développement, tant elles portent les germes d'un profond changement de nature du service public.

Le SNUI n'a jamais cessé de plaider pour une fonction publique où les fonctionnaires se sentent heureux, utiles, respectés et reconnus. Le SNUI défend d'ailleurs de longue date un autre regard sur la fonction publique et les fonctionnaires, l'utilité sociale et économique du service public, et porte un certain nombre de demandes légitimes sur, par exemple, la demande de reconnaissance des qualifications et l'amélioration des conditions de vie au travail.

On ne peut laisser croire que la fonction publique et ses agents n'évoluent pas. Pourquoi ? Parce que les changements ont été nombreux et souvent difficiles au sein des administrations, tant au niveau de la gestion des personnels qu'au niveau des services et des structures.

Mais la nature même du service public est incompatible avec la logique d'individualisation des rémunérations et avec l'instauration de contrats privés. En effet, l'objectif du service public est la recherche du bien commun : est-il normal de rémunérer un agent en fonction d'indicateurs portant, par exemple, sur le nombre de redressements fiscaux effectués ou en fonction du nombre de personnes reçues, indépendamment de la qualité du service rendu ? Non ! Est-il normal de créer deux catégories de personnels, l'une privée (soumise à une incertitude et dont l'emploi dépend du bon vouloir de l'Etat employeur) et l'autre publique (donc indépendante des pressions politiques et garante de la neutralité du service public) qui effectueront le même travail ? Non ! On devine aisément que la situation plus précaire des uns conduirait à un alignement par le bas des droits sociaux des autres... Mais surtout, cela conduirait à une implosion de la nature même du service public.

Oui, le SNUI réclame un grand débat sur la fonction publique : mais celui-ci ne doit pas être tronqué et doit tenir compte des spécificités incontournables de la sphère publique. Pourquoi ? Parce que l'accès de tous à certains services, l'égalité de traitement et la satisfaction des besoins sociaux ne peuvent être garantis dans le cadre d'une logique purement comptable et marchande. C'est sur cette base que le SNUI s'inscrit dans ce débat.